

le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE

9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Réaction : ANDRE COLOMER

123, Rue Montmartre, PARIS (2^e)

République et Révolution

Dans un article du dernier numéro de Pensiero e Volonta, Errico Malatesta précise fort bien la situation des anarchistes, en Italie, devant le problème républicain. Les lecteurs du Libertaire en liront avec grand intérêt cette traduction.

REPUBLIQUE ET REVOLUTION

Notre intention déclarée de prendre part à tout mouvement révolutionnaire visant à la conquête d'une plus grande liberté et d'une plus grande justice, aussi bien que les récentes informations d'un de nos camarades qui peut-être, dans la rédaction rapide d'articles de journaux, est allé plus loin que sa pensée réelle, ont fait croire à quelques-uns, ignorants de nos idées, que nous accepterions, ne fût-ce que provisoirement, une république décorée pour l'occasion des adjectifs « sociale et fédérative ». Il en est même qui nous envoyent des articles de propagande républicaine, en se disant sûrs de leur publication. Comme si nous étions un organisme républicain.

Il ne paraît pas nécessaire de dépenser beaucoup de mots sur la question, entendu que les anarchistes n'ont jamais donné lieu à équivoque dans leurs rapports avec les républicains. Il est bon néanmoins de s'arrêter un peu sur l'argument car le péril de la confusion est toujours grand lorsque de la propagande on veut passer à l'action et qu'il est nécessaire alors de coordonner son œuvre avec celle des autres forces qui prennent part à la lutte. Et c'est certainement chose difficile de bien distinguer où finit la coopération utile dans la lutte contre l'ennemi commun, et où commençait une fusion qui mènerait le parti le plus faible à renoncer à ses buts spécifiques.

**

Il est urgent de s'entendre sur cette question de la République, parce que le régime, qui sortira du mouvement résolutif vers lequel l'Italie se dirige plus ou moins rapidement, sera républicain. Il nous semble qu'en adhérant à la République nous traduirions non seulement nos buts anarchistes, mais le même idéal libertaire et égalitaire qu'espère rejoindre, par le moyen de la République, la meilleure partie des travailleurs républicains et des jeunes qui, tout en se trouvant dans une situation privilégiée, sont permis d'avoir un besoin de justice qui les rend solidaires des travailleurs.

**

Nous disons que le régime qui remplira, en Italie, les institutions en vigueur sera probablement la République. De fait, quel moyen de convenance politique pourrait immédiatement remplacer les institutions qui nous ont donné le fascisme et qui ont désormais lié leur propre sort au fascisme. Nous ne voulons pas faire les prophètes et prévoir combien de temps durera encore la domination fasciste. D'autant plus que nous tremblons que le désir ne nous rende optimiste ; mais, en somme, il nous sera permis de croire que l'Italie ne se laissera pas repousser toujours plus en arrière vers la barbarie médiévale, et qu'un jour ou l'autre elle saura secouer le joug qui s'aggrave à son col. Mais après ?

Le peuple ne se meut que pour quelque chose d'immédiatement réalisable et, au fond, il a raison parce qu'on ne vit pas seulement de négociations, et si on n'a rien à établir on retourne finalement à l'antique.

Un retour aux conditions d'avant-guerre et à l'avant-fascisme ne nous paraît pas possible, et ce serait certainement un malheur que nous devrions éviter de tout notre possible.

L'anarchie n'est pas encore comprise de la grande majorité et on ne peut raisonnablement espérer que la masse, toute la masse, voudra et saura organiser elle-même la vie sociale, d'un libre accord, sans attendre l'ordre des chefs et sans subir qu'on s'impose à elle d'une façon ou d'une autre. Habituellement à être gouverné, le peuple, sauf sa fraction arrivée aux conceptions anarchistes, n'abat un gouvernement que pour y substituer un gouvernement qu'il estime meilleur.

Exclu donc, comme indésirable, le retour à l'hypocrisie monarchico-constitutionnel qui nous porterait à un nouveau fascisme, quand la monarchie et la bourgeoisie se verront de nouveau en péril imminent ; exclu, l'anarchie, comme inapplicable immédiatement, nous ne voyons que la dictature soi-disant communiste ou la République.

La dictature communiste nous paraît avoir peu de chances de succès à cause du nombre restreint des communistes, à cause de leur esprit autoritaire qui réussirait mal à s'imposer en un mouvement qui serait avant toute une explosion du besoin de liberté, à cause aussi des difficultés pratiques qui s'opposent à la réalisation de leur programme et des mauvais résultats obtenus par l'expérience russe qui fait retourner ce pays vers le capitalisme et le militarisme.

Il reste la République, qui aurait l'adhésion des républicains proprement dits, des socialistes démocratiques, des prolétaires anxieux de changement, mais sans idées déterminées sur l'avenir, et même celle de la masse des bourgeois, lesquels s'empresent toujours d'appuyer un gouvernement quelconque, du fait qu'il apparaît capable de garantir l'ordre, qui, pour eux, n'est rien d'autre que la sûreté de leur privilège économique.

Mais qu'est-ce que la République ?

Les républicains, ou la partie des républicains désirant sincèrement un changement radical des institutions sociales et qui, pour cela, sont plus près de nous, ne veulent pas comprendre ce qu'est la République.

Ils disent que leur République n'est pas comme les autres républiques mortes ou existantes, que leur République sera sociale et fédérative. C'est-à-dire qu'elle exporiera, ou tout au moins taxera lourdement les capitalistes, donnera la terre aux paysans, favorisera le passage des instruments de travail aux mains des associations ouvrières, respectera toutes les libertés, toutes les autonomies individuelles, corporatives et sociales, etc., etc.

Maintenant tout cela est langage anarchiste ou dictatorial. Anarchiste, si l'on veut atteindre ces belles choses par l'œuvre des minorités plus évoluées qui, abattant le gouvernement ou y résistant, le font ou et quand il est possible de le faire, en cherchant, avec la propagande et avec l'exemple, d'entraîner et de convaincre la masse de la population.

Langage dictatorial, au contraire, si l'on entend s'emparer du pouvoir par un coup de force, et imposer par la force son propre programme. Mais ce n'est certes pas un langage républicain.

La République est un gouvernement démocratique, c'est même la seule démocratie véritable, entendue dans le sens de gouvernement de la majorité du peuple par le moyen de ses représentants librement élus. Un républicain peut dire par conséquent quels sont ses désirs et quels sont les critères qui le guideraient comme électeur, quelles propositions il ferait ou approuverait s'il devenait élu et représentant. Mais il ne peut dire quelle sera la sorte de république que nous donnera le Parlement ou, si l'on veut, la constituante appelée à créer la nouvelle Constitution, ou les lois qui en découvrent. La République reste république même si elle est gouvernée par les réactionnaires ; elle ne fera que consolider, et au besoin, rendre pires les vieilles lois.

Il n'y aurait plus le roi et le Sénat choisi par le roi, et ce serait certainement le progrès. Mais un progrès de peu d'importance pratique parce que, aujourd'hui, la force prépondérante et déterminante dans les Etats est la force financière. Le pouvoir royal comme véritable comme un instrument des financiers, lesquels sauraient très bien s'en passer sans que cela diminue leur maléfique influence.

Il reste, ce que veulent les républicains « socialistes », c'est vraiment l'abolition du capital, c'est-à-dire le droit et la possibilité de prélever un profit sur le travail d'autrui grâce au monopole des moyens de travail ! Pourquoi alors ne sortent-ils pas de l'équivoque et s'appellent-ils pas simplement socialistes ?

Il nous paraît qu'en réalité ils visent à des améliorations des conditions des classes pauvres et à une atténuation de leur exploitation. Mais ils voudraient laisser indemne le droit du propriétaire à faire travailler les autres pour son compte. Ils laisseraient ouverte, par conséquent, la voie à tous les maux qui produisent le droit de propriété capitaliste ?

Et à quoi se réduit leur fédéralisme ? Admettent-ils le droit des régions et des communes de sortir de la fédération et de choisir par elles-mêmes les façons de se grouper qui leur conviennent le mieux ? Admettent-ils qu'un membre de la fédération ait le droit de refuser tout concours militaire ou financier pour des causes qui ne lui plairaient pas ? Nous craignons bien que non parce que cela laisserait à la base de l'unité nationale la seule volonté libre des fédérés en dehors de toute contrainte étatiste, chose qui ne nous paraît pas conforme aux traditions et à l'état d'esprit des républicains.

Mais alors pourquoi et comment pourrions-nous nous trouver d'accord avec les républicains en un mouvement quelconque ? Nous nous trouverons avec les républicains dans l'acte révolutionnaire, comme nous nous trouverons d'accord avec les communistes dans l'expropriation de la bourgeoisie quand il voudront faire cette expropriation révolutionnaire, sans attendre d'avoir tout d'abord constitué leur Etat, leur tutéla. Mais nous ne deviendrons pas pour cela des républicains ou des communistes d'Etat.

Il faut bien distinguer l'acte révolutionnaire qui abat le plus qu'il peut le vieux régime et y substitue de nouvelles institutions, des gouvernements qui viennent ensuite arrêter la révolution et supprimer le plus qu'ils peuvent des conquêtes révolutionnaires.

Toute l'Histoire nous enseigne que les progrès aménés par les révolutions ont été obtenus dans la période de l'effervescence populaire quand il n'existe pas encore de gouvernement reconnu ou que le gouvernement était trop faible pour se mettre ouvertement contre la révolution. Puis le gouvernement constitué, la réaction a toujours commencé, qui a servi l'intérêt des anciens et des nouveaux privilégiés, et a enlevé aux masses tout ce qui leur a été possible de leur enlever.

Notre devoir est donc de faire ou d'aider à faire la révolution en profitant de toutes les occasions et de toutes les forces disponibles, de pousser la révolution le plus avant qu'il est possible, non seulement dans la destruction mais, même et surtout, dans la reconstruction, et de rester les adversaires de tout gouvernement, quel qu'il soit, apte

à se constituer, en l'ignorant ou en le combattant le plus qu'il sera possible.

Nous ne reconnaîtrons pas la Constituante républicaine, pas plus que nous ne reconnaîtrons le Parlement monarchiste. Nous la laisserons faire au peuple s'il la veut.

Nous pourrons même nous trouver occasionnellement à ses flancs en combattant les tentatives de restauration. Mais nous demanderons, nous exigerons la liberté complète pour ceux qui pensent comme nous vivre en dehors de la tutelle et de l'oppression étatiste et qui veulent propager leurs idées par la parole et par l'exemple.

Révolutionnaires, oui ; mais, avant tout, anarchistes.

Errico MALATESTA.

LE FAIT DU JOUR

Voici l'enjeu

Dans son numéro d'avant-hier soir, l'Intransigeant, qui n'est pas suspect d'avoir subversif, publiait, en première page, au-dessous des pronostics concernant l'élection présidentielle, la photographie d'un lieu enchanté : le palais de l'Élysée au fond de son superbe jardin. Et le journal de M. Bailly avouait : « Voilà l'enjeu ! »

L'homme qui a conquis la majorité des suffrages sera durant sept ans l'heureux locataire de cette demeure fastueuse ainsi qu'un château dans l'immense parc de Rambouillet.

La vie protocolaire d'un Président de la République n'est pas de celles qui enchanteraient les hommes les mieux doués pour la lutte sociale au jour de la bataille des idées. Elle est, en outre, dépourvue de toute fantaisie... Mais, à soixante ans passés, à quoi peut rêver un politicien, fût-il en outre profond savant ou brillant avocat, sinon au repos « glorieux » que procure le « fait des honneurs » ?

Voilà l'enjeu !

Et ainsi s'explique l'acharnement que mirent les compétiteurs à s'arracher — à tout prix — la majorité de Versailles.

Car il n'y eut même pas lutte, pour cette « charge », entre deux hommes d'opinions différentes. Les « principes » ne furent pas le moins du monde en jeu dans l'affaire.

Les candidats étaient tous deux du même parti. Ils étaient également de ce Bloc des gauches prometteur de ments et merveilles aux bâdauds de l'électoralisme. Ils ne s'opposaient donc pas pour d'autres raisons que celle-ci : « Je veux le gâteau, na ! Moi et pas toi. »

La réunion plénière des gauches avait eu beau désigner son candidat, peu importe au radical Doumergue. Depuis trop longtemps il rêvait de passer dans la limousine présidentielle entre deux haies de cuirassiers, tandis que les bâdauds l'acclamaient aux cris de : « Vive le Président ! » Depuis trop longtemps il quignait les millions annuels de la liste civile... Périsse les principes, les « sacro-saints principes républicains », pourvu que la place soit gagnée !

Et M. Doumergue l'a gagnée. Lui ou Painlevé, ou tout autre... peu nous importe, à nous qui n'attendons rien des hommes au pouvoir, rien que du mal, de la souffrance, des privations, des tortures pour les producteurs de ce pays.

Mais ça ne fait rien, il y a une fameuse leçon d'anarchie à tirer pour tous ceux qui observent avec curiosité les événements.

Allez confier, travailleurs, le soin de vous guider et d'ordonner les faits de votre vie à des êtres que poussent uniquement dans leurs actes publics de mesquins et si particuliers intérêts de lucratif et de gloorie !

Personne n'est insensible, sans doute, aux charmes d'une villégiature sous les ombrages de Rambouillet, personne, — Monsieur Doumergue, — pas même ceux qui triment dans les usines maladroites, en plein juillet. Ce sont précisément ceux-là qui se refusent à courir d'un décret plébiscité de légalité et de Constitution votre honteuse envie de jarniente luxueux.

En face d'une telle « Archie » en face de jouissance sans noblesse, comme on est heureux de se sentir incorrigiblement anarchiste !

Nous recevons la lettre suivante de Russie :

« Le camarade Lichtenbaum, ancien membre du Comité central du Parti socialiste-révolutionnaire de gauche, a été cruellement maltraité, le 22 mars, au siège de la Tcheka de Moscou. La fameux bourreau Ryba l'avait frappé sur les organes génitaux, lui avait arraché les poils de la barbe, etc. Pendant qu'on le torturait, Lichtenbaum criait : « Vive le Parti socialiste-révolutionnaire de gauche ! Honte aux bourreaux ! ». En guise de protestation, Lichtenbaum déclara la grève de la faim.

Au onzième jour, il tenta de se suicider, mais en fut empêché par les agents de la Tcheka. Il a été transporté dans une maison d'aliénés, bien qu'il soit dans un état d'esprit tout à fait normal. »

LA FIN D'UN BLUFF

Les droites battent les gauches et les gauches vont se dégonfler

Le Bloc National des deux Chambres, qui avait gros sur le cœur d'avoir perdu Millerand, vient de prendre sa revanche au Congrès de Versailles en faisant élire Doumergue par 515 voix contre 309 à Painlevé. Car, comme nous l'avions prévu hier, l'hésitation de Doumergue, homme de gêche, n'a pas été longue ; il ne s'est pas embarrassé de scrupules et s'est placé, sans grâce aucune mais très aisément, sous la houlette des droites.

Henry IV ayant déclaré que Paris valait bien une messe, Doumergue pensa lui, s'il ne le dit pas, que l'Elysée valait bien une trahison de plus.

Qui vont faire les blocards de gauche ? Eux qui ont refusé de gouverner avec Millerand, agent de la droite, vont-ils accepter de Doumergue, cet autre agent des nationalistes, les rônes du Pouvoir ?

C'est sûr !

Leurs ministraux sont à bout ! Ils ont hâte de décrocher le maroquin.

Puis, si les radicaux et les socialistes recommandaient à Doumergue l'histoire de Millerand, ils pourraient créer dans le pays un état d'énervernement annonçant — qui sait ? — de profonds changements sociaux.

Et tout le monde sait que les radicaux et les socialistes sont des partisans de l'ordre.

Les atrocités continuent

LE MARTYRE D'UN COMMUNISTE

Dans la prison de Lefortovo, à Moscou, se trouvait le communiste Egoroff, condamné à mort pour l'affaire des communistes de Bakou. Egoroff est un vieux révolutionnaire ayant fait sept ans de travaux forcés sous le régime tsariste. Depuis trois ans, cette sentence pesait sur sa tête, sans être mise à exécution.

Le 5 février dernier, les agents de la G. P. U. (Tcheka) vinrent prendre Egoroff pour mettre, sans aucun doute, la sentence à exécution. Apès trois ans d'attente ! Cette mesure souleva la protestation des prisonniers politiques de la prison et ils déclarèrent que si Egoroff était emmené, ils se suicideraient tous.

La G. P. U. commença à négocier : on promit de ne pas fusiller Egoroff, mais qu'il serait simplement transféré à la prison de Bouthyrki, et qu'un des prisonniers politiques l'accompagnerait.

Le 7 février, Egoroff, accompagné de Khokhoff, fut en effet transféré à la prison de Bouthyrki. Lorsque les deux prisonniers arrivèrent à cette prison, Khokhoff fut pendu, pieds et poings liés, dans une cellule solitaire ; quant à Egoroff, son sort est jusqu'ici inconnu.

D'autre part, pour punir les anarchistes de Lefortovo d'avoir pris la défense d'Egoroff, ils ont été transférés au régime politique au régime de droit commun.

TORTIONNAIRES « COMMUNISTES »

Nous recevons la lettre suivante de Russie :

« Le camarade Lichtenbaum, ancien membre du Comité central du Parti socialiste-révolutionnaire de gauche, a été cruellement maltraité, le 22 mars, au siège de la Tcheka de Moscou. La fameux bourreau Ryba l'avait frappé sur les organes génitaux, lui avait arraché les poils de la barbe, etc. Pendant qu'on le torturait, Lichtenbaum déclara la grève de la faim.

Au onzième jour, il tenta de se suicider, mais en fut empêché par les agents de la Tcheka. Il a été transporté dans une maison d'aliénés, bien qu'il soit dans un état d'esprit tout à fait normal. »

Le Groupe de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie.



ATRVERS LE MONDE

ÉTATS-UNIS

EXPLOSION A BORD D'UN GUERRE

57 tués, 100 blessés

New-York, 13 juin. — L'explosion d'un canon dans une tourelle du cuirassé « Mississippi », a occasionné la mort de 57 matelots et en a blessé 100. L'accident est survenu au cours d'exercices de tir, au large de l'île de San-Clemente, en Californie.

Et voilà, c'est tout, cinq lignes pour 27 morts et 100 blessés, 157 victimes du capitalisme, 157 malheureux qui ne démontaient qu'à gouter les rares joies de cette pauvre vie et que les ambitions des uns et des autres ont fauché dans la fleur de leur jeunesse.

Et bien entendu c'est de la faute d'un marin. Allons, en Amérique comme ici, les autorités ne sont jamais coupables.

LA CONVENTION REPUBLICAINE

New-York, 13 juin. — Au premier tour de scrutin pour la vice-présidence, les résultats étaient les suivants :

MM. Lowden : 231 voix ; Kenyon : 169 voix ; Dawes : 149 voix ; Théodore Burton : 139 voix.

M. Lowden a été choisi comme vice-président.

La Convention a reçu un message de M. Lowden disant qu'il n'acceptait pas. M. Dawes a été choisi comme vice-président.

GRÈCE

VERS LA DICTATURE

Londres, 13 juin. — On mande d'Athènes : « La situation en Grèce est assez difficile. A peine vient-on d'annoncer la démission de plusieurs ministres, que M. Papastasiou n'a pas encore remplacés, que les employés des chemins de fer et tramways ont déclaré une grève de 24 heures en guise de protestation contre le refus opposé aux revendications des ouvriers du port qui sont en grève depuis plusieurs semaines.

« Les cheminots du réseau de Péloponèse et ceux du réseau de la Thessalie ont eux aussi cessé le travail, ce qui a eu pour résultat d'arrêter les opérations de démolition de la classe 1922.

« Devant cet état de choses, le général Pangalos, ministre de la guerre, a signé un décret mobilisant tous les cheminots à partir de minuit, à moins que d'ici là tous les grévistes aient repris leur poste. »

JAPON

MENAGE AU CONSUL AMERICAIN DE YOKOHAMA

Tokio, 13 juin. — Masano Suke Tamamoto a menacé la vie du consul des Etats-Unis, M. Kemper, au consulat de Yokohama, déclarant qu'à moins que M. Kemper ne s'oppose à la nouvelle loi sur l'immigration, il le tuerait et se ferait hara-kiri.

MEXIQUE

EMEUTES AU MEXIQUE

New-York, 13 juin. — La Chicago Tribune écrit : « Le département de la guerre a reçu des nouvelles d'attaques faites contre le général Angel Flores, candidat présidentiel au Mexique ; au cours de la lutte, dix personnes ont été tuées et huit blessées. Les attaques ont eu lieu à San Juan del Rio et à Queretaro.

« Le général Flores a lui-même communiqué les nouvelles du soulèvement, disant qu'il avait été attaqué à coups de fusil par trois cents partisans du général Calles, à San Juan del Rio et par des bandits portant des drapeaux bolcheviks à Queretaro. Les partisans, aussi bien du général Flores que du général Calles, seraient bien armés et l'on peut s'attendre à d'autres combats. — Radio.

ITALIE

UN CRIME FASCISTE !

Mardi après-midi, le député Matteotti était enlevé par un groupe d'individus en automobile. Des passants, vers l'heure de l'enlèvement, voyaient une automobile filer à toute allure sur la route longeant le Tibre et entendirent des cris désespérés qui provenaient de cette voiture qui a été retrouvée hier. D'autre part, un communiqué officiel émanant de Rome annonce que six arrestations viennent d'être opérées au sujet de la disparition du député Matteotti. La police est sur la piste des autres coupables et de nouvelles arrestations sont immédiates.

Le Messaggero déclare que les travaux parlementaires vont probablement être suspendus.

D'ailleurs, les groupes de l'opposition, y compris les députés du parti populaire, ont décidé de ne plus participer aux travaux de la Chambre « avant que le gouvernement n'ait fait toute la lumière et toute la justice désirables dans l'affaire Matteotti ».

Etant donné les procédes fascistes bien connus à l'égard de leurs adversaires, on peut se demander s'il ne s'agit pas d'un crime commis par des chemises noires contre un député de la minorité.

A TRAVERS LE PAYS

CHUTE MORTELLE

Bourg, 13 juin. — Juché sur une charrette à fourrage, le cultivateur Charles Cattin, âgé de 70 ans, demeurant à Rignat, tomba et se fractura le crâne. Le malheureux a succombé peu après.

LA PORTE QUI TUE

Lapalisse, 13 juin. — Le journaliste Thomas Motte, âgé de 79 ans, était occupé, à Montcombeux, à ouvrir la porte d'une grange, lorsque les gonds se dessellèrent. La porte tomba sur le malheureux, qui eut le crâne fracassé et succomba peu après.

DANS UNE MAISON CLOSE

Nantes, 13 juin. — Né pouvant arriver à faire sortir de la maison close qu'il dirige, rue des Trois Matelots, deux jeunes gens

ivres qui querellaient une femme, le nommé Henri Baruch, 43 ans, lâcha sur eux ses chiens qui les mordirent cruellement, puis, au paroxysme de la fureur, les frappa à coups de couteau. Un des jeunes gens Gustave Alexis, 22 ans, manœuvra, atteint grièvement au ventre, fut transporté à l'Hôpital-Dieu, où il succomba après avoir subi l'opération de la laparotomie. Le meurtrier a été arrêté.

UNE PLAINTE CONTRE 5 GENDARMES POUR COUPS ET BLESSURES

Béziers, 13 juin. — Saisi d'une plainte de M. Alphonse Rivemal contre cinq gendarmes, pour coups et blessures qu'il reçut au cours d'une arrestation, le Parquet de Béziers a clôturé l'instruction par un non-lieu, sans avoir entendu au préalable aucun

M. Rivemal fit opposition devant la Chambre des mises en accusation, qui vient de réformer l'ordonnance du juge d'instruction.

Il est bien que de temps à autre cette ficelle reçoive une bonne leçon, mais qu'attend M. Rivemal pour prendre les cinq cognes séparément et leur administrer à son tour une racée soignée ?

CEUX QUE L'ON DEVRAIT PENDRE

A Saint-Mandé habite depuis quinze ans une pauvre vieille âgée de 86 ans, qui, alors qu'elle vint habiter au numéro 10 de la rue de l'Epine, payait le droit de dormir dans un taudis le prix de 280 francs par an. Or, le vautour vient d'émettre la prétention de faire payer à cette pauvre femme le prix exorbitant de 640 francs. N'est-ce pas une iniquité ? Ne doit-on pas réprimer de tels abus ? A vous, messieurs les députés du Bloc ouvrier et paysan du 4^e secteur de répondre.

LE MEETING DE BORDEAUX

La condamnation du maire Philipart

Acclamation de l'amnistie intégrale

Le meeting organisé à l'Alhambra, le 11 juin 1924, par le Groupe anarchiste de Bordeaux, a obtenu un succès formidable. Dès 7 heures un quart, les bureaux de distribution étaient déjà ouverts.

Plus de quatre mille personnes assistèrent au meeting. La salle était comble à couler, plus de cinq cents personnes environ durent rester dehors.

Jamais un meeting, à Bordeaux, n'avait attiré foule semblable.

La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence du camarade Félix Laveau, assisté des camarades Fermis, Villatte.

Après une courte allocution du président, la parole est donnée au capitaine Lapeyre du Groupe de Bordeaux. D'un style châtié et charmeur qui n'exclut point la virulence, le camarade stigmatisa la conduite du maire de Bordeaux et de la police, qui furent, pour lui, assez malmenés. Un tonnerre d'applaudissements déferla, lorsqu'il cita « les paroles de l'Ancêtre », Sébastien Faure : « Pour descendre dans l'âme d'un policier, il faudrait des bottes d'égoutier. »

Il n'a point oublié notre camarade Germaine, dont il fit l'apologie. Pour l'amnistie intégrale, il dit tout ce qui créait des droits à cet acte de justice pour tous les emmurus en ce qui concerne les révoltes.

Partisan, lui aussi, de l'amnistie intégrale pour tous les détenus, sans distinction d'opinion et quelle que soit leur nationalité.

Le citoyen Lafaye, secrétaire de l'Union des Syndicats confédérés, s'éleva, lui aussi, contre l'acte arbitraire de Philipart et la sauvagerie policière.

Il dit aussi que si les nouveaux élus ne tenaient pas leurs promesses d'amnistie intégrale, il serait le premier à les vouter au遍及 public.

Le camarade Thibaudeau, du Syndicat des Métaux, vient appuyer la thèse de Constant.

Un jeune tribun, le camarade Allart, a, à son tour, fortifié notre manifeste.

Le leader du meeting, le camarade Boudu, délégué de l'U. A., en son langage faubourien et avec son allure désinvolte, affirme immédiatement toute la sympathie de la salle.

Fin et discret, il examine et dissèque Philipart, « ce négrier de l'huilerie bordelaise », ainsi qu'il le qualifie, le clouant au pilori ainsi que ses séides.

L'enthousiasme est indescriptible.

S'élèvent contre les prostituées de la plume qui ont déformé la physionomie de notre Germaine, il dépeint devant l'auditoire la grandeur morale de notre amie.

Établissant un parallèle entre l'acte de Germaine Berton à Paris et les actes accomplis par les soldats de la grande tuerie, il démontre que si Germaine a supprimé un homme, les autres n'ont été couverts de galons et de décorations que parce qu'ils en avaient été beaucoup.

Rappelant les condamnations iniques de Law, de Cottin, Rolland, Jeanne Morand, Acher, Germaine Berton et tant d'autres, l'amnistie, pour lui, ne doit pas être faite au compte-gouttes ; elle doit être universelle et appliquée intégralement à tous les détails, quels qu'ils soient.

Puis ce fut le tour de notre camarade Antignac, le vieux lutteur, toujours sur la brèche, qui vint apporter au meeting, aux acclamations de la salle, l'appui moral de son passé anarchique.

Très rhématis, s'élevant contre le maire et ses matraqueurs, il les ridiculise. Dans une péroration d'une belle envoiée, il réclama, lui aussi, l'amnistie intégrale.

Fougueux et cravacheur, il foulait les jeunes et les vieux qui oublient trop souvent de se débrouiller pour la divulgation des idées anarchistes et préfèrent la lecture de romans ou de journaux pornographiques.

Après la lecture d'un ordre du jour flattissant le maire de Bordeaux et sa police, la séance est levée aux cris de « Vive l'amnistie ! ».

Félix Laveau.

En lisant les autres...

Autour de l'Elysée

Dans le *Quotidien*, Pierre Bertrand fonce à fond sur Doumergue qui ne veut pas se plier à la discipline bloquiste parce qu'il veut tenter sa chance également pour la possession du gâteau éléphant.

Car il ne faut pas se dissimuler les choses : c'est bien à une violente offensive de la réaction que nous assistons.

Elle a été battue dans le pays le 11 mai.

Elle a été battue au Parlement le 11 juin.

Elle cherche une revanche, et l'élection présidentielle au scrutin secret est une occasion qui convient à son comage.

Avec un président de la République qui serait élu par elle, avec un président du Sénat qui lui appartiendrait, que ne peut-elle espérer ?

Quelles circonstances lui conviennent plus favorable pour écouper l'œuvre de réforme du ministère Henriot, et substituer à un gouvernement démocratique, après quelques mois d'un politique que l'an saura rendre inféconde, un gouvernement que l'on baptisera de concentration, mais qui, en réalité, reprendra, avec plus ou moins d'hypocrisie, la politique Blochaniéliste ?

Aujourd'hui, le duel qui va se livrer n'est pas un duel entre deux hommes.

C'est un duel entre deux politiques : la politique que le suffrage universel vient d'accueillir et la nefaste politique qui a mené la France au bord de la ruine et l'y précipiterait si la trahison lui permettait de triompher à Ver- salles.

Aussi bien est-ce la ce que redoutent des hommes comme M. Edouard Herriot, M. Bienvenu-Martin, le respecté président de la gauche démocratique du Sénat, M. Thomson, dont personne n'ignore ni le ferme attachement à la République, ni les opinions modérées.

Et c'est pourquoi, dans un manifeste que l'on trouvait plus loin, soutenant de leur fidélité aux principes tous les misérables Saxons qui s'apprent à mélanger leurs votes avec ceux de la droite, ils maintiennent devant le Congrès la candidature de M. Painlevé.

Il y a aujourd'hui qu'une façon d'être républicain : c'est d'être républicain que ses pairs ont désigné pour la première magistrature de l'Etat. Tout le reste est trahison !

Pierre Bertrand ne mâche pas les mots : l'adversaire de Painlevé n'est qu'un « misérable Saxon » qui veut faire le jeu de la réaction. Et dire que c'est pour arriver à un pareil résultat, c'est-à-dire voir les grivoises de la mare radical-socialiste coasser et se battre pour se choisir un roi, que le Bloc des Gauches a chassé Alexandre. Ce n'était vraiment guère la peine de changer de président pour diviser la tribu des bataillons en deux camps hargnoux et prêter à s'entre-tuer. S'ils pouvaient s'anéantir eux-mêmes, quel soulagement !

Le reste est trahison.

Les leçons de la vie

Dans l'*Ere nouvelle*, Albert Dauzat attire notre attention sur les enseignements politiques et sur les leçons qui se dégagent des événements :

Combien les grands drames de la politique sont fertiles en enseignements pour l'observation des hommes et des choses ! Et, quelles leçons, que ceux qui sont appels à diriger les peuples ne devraient jamais oublier !

C'est d'abord le vertige des honneurs. Thème éternel, vieux comme la société, et toujours nouveau, illustré et raconté par les ambitieux de chaque époque. L'expérience et les conseils des penseurs ne servent à rien, et l'éducation classique elle-même à Léon Bérard ! C'est impissant à en préserver les arrivistes.

C'est d'abord le vertige des honneurs. Thème éternel, vieux comme la société, et toujours nouveau, illustré et raconté par les ambitieux de chaque époque. L'expérience et les conseils des penseurs ne servent à rien, et l'éducation classique elle-même à Léon Bérard ! C'est impissant à en préserver les arrivistes.

On trouve parfois de fort bonnes choses dans l'*Ere Nouvelle* qui est un journal de la démocratie intégrale — car l'intégralité n'est pas seulement de règle rue Montmartre et rue de Rome ; elle l'est aussi ailleurs.

Mais ces lignes ne s'appliqueraient pas au Bloc des Gauches qui, maintenant, vient de monter au Capitole ? Puisse-t-il, lui aussi, dans l'ivresse de sa victoire, ne pas oublier que la Roche Tarpeienne est bien proche et toute prête à le recevoir !

Richesse ou Pauvreté ?

Dans *Candide*, Paul Souday traite ce sujet : « En littérature, faut-il être riche ou pauvre pour acquérir du talent ? »

L'écrivain riche n'est donc pas trop à plaindre, d'autant moins que même les échecs caractérisent, et dont il aurait conscience par grand hasard, n'atteindraient que son amour-propre et ne renverraient pas sa marotte. C'est certain, Malgré tout, je ne crois pas que la grande richesse soit très favorable à une carrière ou littéraire ou artistique.

Bien entendu, un millionnaire peut avoir du génie. Cela n'arrive pas souvent, mais le génie est toujours rare. Il pousse où il veut, dans les mansardes ou les palais, et l'on n'a qu'à saluer.

Oui, mais avez-vous remarqué ? Il a une préférence pour les mansardes. Les écrivains d'abord besognes, à débuts difficiles, sont certainement plus nombreux que les porphyrogénites.

Cela est très vrai, et les meilleurs écrivains, ceux qui ont su chanter avec éclat la misère et la douleur humaines, ceux qui ont su faire vibrer les grandes cordes sensibles et magnifier les espoirs et les colères des hommes, sont venus des taudis et des chaumières et non des châteaux et des palais où la richesse insulte au génie.

Il doit y avoir à cela des raisons.

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Un danger de l'émigration

Le devoir des militants

Le Syndicat des Terrassiers de la Seine a pris, le 25 mai dernier, une grave délibération concernant la main-d'œuvre étrangère. La Fédération du Bâtiment unitaire ayant fait connaître son point de vue sur celle-ci, il importe d'aviser les camarades émigrés de ces décisions. Il s'agit de donner la chasse aux éléments étrangers qui, dans les chantiers de la Région Parisienne, travaillent pour des prix inférieurs au tarif syndical et ne respectent pas la loi de huit heures, ainsi que les us et coutumes en vigueur parmi les travailleurs français, ce qui fait que ces derniers en supportent directement les conséquences. Décisions prises bien à coeur-œuvre, ces organismes étant de toujours et demandant de farouches internationalistes, mais prises devant l'affluence des émigrés et devant l'inconscience criminelle du plus grand nombre de eux-ci.

Cette délibération est de nature à intéresser tous ceux qui s'occupent du problème de l'émigration, ainsi que les émigrés eux-mêmes. C'est pourquoi nous la portons à leur connaissance.

Il faut d'abord se rendre compte que le Syndicat des Terrassiers de la Seine (qui est un des plus batailleurs de la France) applique sur le terrain de la lutte de classe une action de premier ordre. Il ne néglige point les victimes de l'action syndicale et s'occupe aussi actuellement de l'encadrement de la main-d'œuvre étrangère.

Ce n'est donc pas une organisation inféodée de corporatisme ou de parti pris, qui a pris la délibération en question et c'est pourquoi aussi nous voulons étudier les faits et en tirer l'enseignement nécessaire.

Nous savons que les Italiens représentent la majorité des étrangers et que les patrons, ainsi que tous les ennemis de la classe ouvrière, leur sauront gré d'avoir inspiré au Syndicat des Terrassiers une paix résolution dont la réalisation ne pourraient servir que les intérêts capitalistes.

Par conséquent nous nous faisons un devoir de faire remarquer aux camarades et aux militants dans quelles conditions nous nous trouvons et dans quel abîme peut tomber notre mouvement syndical (déjà miné par l'apathie d'une partie de la masse et les attaques des adversaires), si jamais cette délibération devient une réalité nécessaire.

C'est un fait qu'il ne faut pas juger superficiellement et qui mérite son attention, néanmoins que pour les conséquences qu'il peut entraîner.

Rappelons nos souvenirs de cinquante ans de luttes ouvrières soutenues par les travailleurs de tous les pays et nous trouverons non seulement les pages glorieuses de ces dernières années, mais aussi le triste souvenir des luttes tragiques et sanglantes de l'odyssée émigratoire. Qui ne se rappelle donc pas combien de litiges, causés par l'esprit de clocher et de régionalisme, eurent lieu parmi les Italiens à l'étranger, lorsque commença il y a quatre lustres, l'émigration en grande ligne vers la Suisse, la France, l'Allemagne, la Roumanie, l'Autriche, etc... ?

Et qui peut donc oublier combien de malédicitions s'attirèrent les travailleurs italiens (Friulans et Bergamasques en général) qui furent exportés en Allemagne et en Suisse au cours des années 1902-1910, par l'opéra Bonomelli et qui allèrent remplacer les grévistes indigènes ?

Celui qui écrit ces lignes se rappelle avoir dû souvent intervenir au cours de ces litiges pour apporter une parole de calme et rappeler les esprits à la raison.

Est-il donc possible qu'aujourd'hui, après vingt ans de luttes, de batailles sanglantes, de sacrifices et de douloureuses expériences, on puisse reculer, remonter le chemin déjà fait et nous retrouver encore au milieu des tragiques événements que nous vîmes à cette époque ?

C'est impossible et nous ne pouvons le croire, car ce serait pour nous la fin de nos espoirs dans l'avenir du prolétariat qui est aussi l'avenir de l'Humanité.

Faut-il remettre à jour les bénéfices qu'en tirent les patrons, la bourgeoisie et l'Etat ?

Chose bien compréhensible pour ceux au moins qui ont encore un peu de sens commun.

Réduction des salaires, augmentation des heures de travail, redoulement de l'autorité patronale et mépris de l'ouvrier ; voici les conséquences directes qui en résultent.

Cette démonstration manifeste de la concurrence, du désaccord, de l'intolérance et de la haine entre prolétaires des divers pays deviendrait un élément précieux aux hommes qui nous gouvernent pour fomenter des nouvelles guerres et rejeter la classe ouvrière dans le gouffre d'une nouvelle F. BROUTCHOUX.

énormes sacrifices supportés par les syndicats ouvriers à travers plusieurs années de lutte de classe.

Et ces luttes ont semé sur le sol des victimes trop nombreuses que nous ne pouvons oublier et qui nous demandent seulement de continuer la bataille avec autant d'ardeur, de persévérance et d'esprit de sacrifice, pour arracher au capitalisme d'autres concessions indispensables afin d'assurer notre existence et préparer l'avenir aux futures générations.

Nous savons par expérience que chaque effet a sa cause, et il ne nous est pas difficile de voir dans le « fascisme » ayant tout et dans le « régime » la cause principale de cet immense contingent d'ouvriers sans travail, sans pain, sans discipline, qui s'en vont chercher, loin du pays natal, les moyens pour l'existence.

Et dans cette période critique que traverse le mouvement ouvrier, nous faisons appel aux camarades émigrés, aux militants, à tous les bons soldats de la lutte de classe, pour qu'ils se rappellent le devoir qui nous incombe et duquel dépend le sort de notre présent, aussi bien que de l'avenir.

Il faut entrer en masse et tout de suite dans les syndicats ouvriers, il faut prendre une part active dans le mouvement syndical, persuader les mauvais, les déçus, les ignorants, pousser ceux qui tombent dans l'apathie et mettre fin à cette œuvre de concurrence ouvrière. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons accompagner notre devoir et éviter des grands malheurs à la classe ouvrière. Et seule cette attitude pourra témoigner que nous sommes réellement dévoués à la cause ouvrière et révolutionnaire qui est d'ordre internationale.

Vittorio MESSEROTTI, de la Fédération Nationale du Bâtiment.

Il faut agir

Le camarade Messerotti a raison de poser un cri d'alarme sur les dangers de la main-d'œuvre étrangère. Puisse la question être étudiée sérieusement par les organisations et les militants intéressés, et aboutir à une solution qui sauvegarde les positions acquises par le prolétariat français sans nuire à nos principes internationalistes et de lutte de classe.

Les travailleurs n'ont pas de patrie, mais il y a des patries dont les conditions d'existence sont variables pour les prolétaires. Les nations à forte natalité sont soumises à l'émigration, et les pays où la population est en décroissance doivent subir l'immigration.

Les migrations doivent s'opérer sans heurt, sans préjudice pour les travailleurs. Dans l'intérêt de tous, il est inadmissible que l'afflux des étrangers malheureux amène en France des diminutions de salaires et des augmentations d'heures de travail. Il nous faut défendre un patrimoine commun de réalisations. Quiconque s'embarrasse à des conditions inférieures au programme syndical, qu'il soit français ou étranger, devient un faux frère pour la classe ouvrière et un complice du patronat.

Et malheureusement le préjudice s'aggrave quand il est commis par les nations d'un pays extérieur parce que l'intérêt corporatif se gonfle des préjugés nationaux.

Dans la lutte de classes, pour bien conserver l'objectif à combattre le patronat, il ne faut pas que le syndicalisme dévie dans le patriotisme. La propagande doit porter, non contre la nationalité des faux frères, mais contre leur ignorance, leur jalousie.

Autrefois, et encore un peu maintenant, les exploitations des grandes villes et des grands travaux ont dû établir des barrages et se garantir contre les afflux à bas prix de nos provinces arrimées et misérables.

Aujourd'hui, après la guerre, le danger se renouvelle en plus grand et en plus grave. Les Italiens, les Polonais, les Espagnols et d'autres constituent une menace comme jamais en constituaient une nos Bretons, nos Flamands, nos Basques.

Avec un syndicalisme uni et puissant, nous aurions vite raison des inconvénients de la main-d'œuvre étrangère. Mais nous sommes divisés et impuissants. Chaque C.G.T., certaines fédérations bataillent en ordre dispersé et sans grand résultat.

Il nous faut pourtant agir. Si c'est un motif d'plus pour réaliser l'unité, c'est aussi un pour agir au plus vite. Et n'y aurait-il pas moyen de tenter un coup double ? De constituer une espèce de cartel entre tous les organismes syndicaux qui s'occupent de la question ?

Cela pourrait être utile aux conditions d'existence de tous ceux qui travaillent en France, et cela constituerait aussi un rapprochement qui favorisera l'unité.

B. BROUTCHOUX.

A tous les militants, à tous les sympathisants du syndicalisme

Tout homme s'intéressant à la question sociale, tout militant désireux de faire avancer la société vers un avenir meilleur, tout individu prenant position dans la bataille humaine, doit tenir compte des forces que la vie collective nous oppose.

Ces forces sont de trois sortes :

1^{re} Le Passé, qui s'oppose à l'évolution et essaye de relâcher l'humanité dans sa marche vers le mieux ;

2^{re} Le Présent, avec cette génération qui, parvenue à l'âge mûr, fait en sorte de maintenir l'équilibre, stabilisant la vie pour elle-même, déterminant son époque comme si elle était éternelle ;

3^{re} L'Avenir, avec la jeunesse qui, à son tour, bousculant les forces actuelles et anciennes, veut arriver à sa maturité et, pressée de se réaliser, peut imposer sa compréhension de la vie, son propre sens de l'humanité.

Ces points établis, disons à tous les hommes qui, victimes de la société

actuelle, cherchent et luttent pour un meilleur, à ceux qui n'ont rien à perdre dans l'avenir nouveau, à tous les travailleurs en voie d'émancipation : attachez-vous à donner à la génération de l'avenir la compréhension de la vie future. Si, par votre action et votre propagande, vous faites en sorte que la jeunesse puisse avancer d'un pas rapide vers la réalisation de la vie que vous rêvez, le démain de la société fraternelle sera votre œuvre.

La jeunesse syndicaliste groupe dans son sein tous les jeunes travailleurs manuels ou intellectuels, sans distinction de sexe, de nationalité, de profession, d'opinion politique ou philosophique. Elle est la seule organisation portant véritablement à sa base ce principe : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Nous le rappelons à tous ceux qui ont compris que l'avenir appartient aux forts qui sauront forger les outils assez résistants et ingénieux pour détruire les chaînes. Qu'ils n'oublient pas que l'éducation de la jeunesse doit être le premier des combats, car les réactionnaires ne négligent pas eux, d'influencer du plus qu'ils peuvent cette jeunesse.

N. B. — Il est rappelé à tous les jeunes, qu'il existe une jeunesse syndicaliste dans son XVIII^e. Les réunions ont lieu tous les mercredis, rue Horrion.

Le Congrès fédéral se tiendra le 15 juin. Prière à tous les camarades d'assister à l'Assemblée générale, 77, boulevard Barles, ce soir, à 8 h. 30, pour la nomination des délégués.

Les grèves

Chez les mouleurs. — Le personnel en grève de la maison Debard, réuni en assemblée générale le vendredi 13 juin, décide à l'unanimité de continuer la grève jusqu'à complète satisfaction et se sépare au cri de : « Vive la grève ! »

Le comité de grève rappelle à tous les corporatifs que la maison Debard est toujours à l'index.

Réunion des camarades grévistes aujourd'hui, 9 heures, au lieu habituel.

Confédération Générale du Travail Unitaire UNION DES SYNDICATS DE LA SEINE

A tous les travailleurs

Camarades, La franc baisse La vie augmente

Malgré le Bloc des Gauches, hissé au pouvoir par les vaines espérances des masses déroutees, la misère continue à s'installer dans nos foyers, les huit heures sont partout violées, les saisies pour l'impôt sur les salaires deviennent plus nombreuses, des milliers de militants restent dans les prisons et les bagnes de la Troisième République.

Si nous ne réagissons pas, c'en est fait de tous nos maigres avantages acquis au prix de plusieurs années de lutte. Travailleurs, tous debout !

Pour les huit heures ; pour les 1.800, les six francs ; pour l'amnistie intégrale ; pour le droit syndical ; contre l'impôt sur les salaires ; contre tous les affameurs ; Exploits, assistez en masse aux

GRANDS MEETINGS

qui auront lieu le Samedi 14 juin, à 20 h. 30 Salle de l'Union, 33, rue de la Grange-aux-Belles

Orateurs : Jouvessomme, Noëlie Droux, Vignaud, F. Doyen.

172, rue Legendre (XVII^e)

Orateurs : Andrieux, Jouvessomme, Cousinet.

Maison du Peuple, 35, rue Adam-Ledoux (Courbevoie)

Orateurs : Dridot, Dumont, Rigal, H. Blutte, Chivalier.

102, Grande Rue (salle Cristiani) à Nogent

Orateurs : Simonin, Durif, Charmot.

Ai lavoratori, ai sovversivi italiani ai profughi del fascismo !

Compagni,

Dal sette al quattordici del mese corrente ricorre il decimo anniversario della « Settimana Rossa ».

I più giovani di voi ricordano questo moto rivoluzionario d'Italia per i ricordi che esso lasciò, per le pagine di storia che scrisse nella vita rivoluzionaria del proletariato. Quelli di voi che sono dei militari attempati lo ricordano per avere in quei giorni lottato con ardore nella speranza che l'Era di una rinnovata vita incominciasse per il proletariato col rovesciamento della odiosa monarchia e per l'inizio della rivoluzione emancipatrice.

Compagni, le istituzioni che non rovesciammo in Italia sono quelle che, dopo un lungo periodo di illusorie riforme, ci hanno dato, dopo la guerra, la più infame delle reazioni, affidando l'incarico del massacro e dello sterminio del proletariato a quelle canaglie che durante la Settimana Rossa furono dei più feroci e sanguinari delle rivoluzioni.

Compagni, Per rinnovare il nostro patto proletariato di solidarietà rivoluzionaria sulla larga base della Settimana Rossa ; perché i rimnegati lordi di sangue che tiranneggiavano il proletariato d'Italia sappiano che, benché longiano di profughi pensano alla lotta rivoluzionaria ; per ricordare le migliaia dei nostri carcerati e riprovare la lotta necessaria per la loro liberazione, noi abbiamo scelto la data del giorno di sabato 14 corrispondente, appunto la gloriosa Settimana Rossa, per riunirci a Comizio.

Intervenite numerosi. Parleranno diversi oratori di parte proletaria.

Il Comizio avrà luogo nella Sala Raymond Lefèvre, 8, avenue Mathurin-Moreau (métro Combat), alle ore 20-30.

Il Gruppo Anarchico : Pietro GORI.

L'Unité syndicale chez les cheminots

Ainsi donc, les congrès, tant d'Unions de Réseaux que fédéral, se sont tenus. L'Unité est-elle en voie de réalisation dans la corporation ? Cela n'apparaît pas. Et pourtant combien elle est désirée par la presque totalité des travailleurs du rail.

Il est vrai que l'époque est bien troublée. Allez donc faire partie des sentiments de réconciliation qui vous animent de chercher un terrain d'entente où le syndicalisme y trouvera son compte. Immédiatement, la secte qui s'intitule communiste cri à la trahison et au petit beurregoïsme, condamnant en des termes aussi grandioses que ridicules tous ceux qui ne croient pas devoir approuver les mots d'ordre et les tactiques changeantes et contradictoires élaborées à l'I. S. R.

Qu'il importe que personnellement on soit moins que réformiste dans les actes ou que l'organisation que l'on représente ne puisse que voter un ordre du jour ronflant et soit dans l'impossibilité, tout au moins momentanée, d'une action sérieuse. La face est sauve aux yeux de ceux qui voient le syndicalisme avec des lunettes rouges, et cela leur suffit. C'est peu. Reconnaissions maintenant que les phrases ne font plus peur à la bourgeoisie. On en a trop abusé.

Autre chose est nécessaire quand les sentiments de classe se heurtent aussi violemment entre patrons et ouvriers, comme c'est le cas dans la période actuelle ; la rhétorique n'est plus suffisante et nous sommes de ceux qui pensons que pour réaliser sa mission, le syndicalisme doit au plus tôt se dégager de l'emprise des milieux politiques, quels qu'ils soient, qui ne tiennent à rien moins qu'à faire disparaître après l'avoir asservi.

Organiser pratiquement et socialement l'action ouvrière vaut mieux que de chercher par des moyens obliques et parfois crupueux à lui inoculer le fameux virus de la féodalité.

L'Unité, l'unité sincère, celle qui tout à la fois est faite de confiance et d'esprit de sacrifice, nécessite de tous ceux qui vraiment la désirent honnêtement et non du bout des lèvres, un maximum d'efforts concertés et une bonne volonté qui à ce jour malheureusement ne paraît pas encore être l'apanage de certains mosquetaires, et non des moins, qui ne cherchent à l'embrasser que pour mieux l'étoffer.

Rien d'utile ne peut être tenté, rien de durable ne sera réalisé tant que des trublions politiques, pour les besoins de leur mauvaise cause, s'ingénieront à étoffer les consciences, à briser les volontés et porteront le trouble dans les milieux ouvriers par la calomnie et la pire de toutes celles qui se propage honteusement, sans risque, de bouche à oreille.

Ne désespérons pas. De l'excès du mal fait parfois, il faut faire le bien, et ce ne sera pas sans peine. Travaillons, tous debout !

Pour les huit heures ; pour les 1.800, les six francs ; pour l'amnistie intégrale ; pour le droit syndical ; contre l'impôt sur les salaires et se ressaisir.

CHAVEROT.

Communiqués syndicaux